

Le PCF 32 se penche sur la santé

Un thème qui a été présenté pour l'essentiel par Marie Piqué, vice présidente PCF de la Région Occitanie



Le PCF 32 se penche sur la santé

Avant que ne débute le débat public dans la salle des Cordeliers ce lundi 4 avril en début de soirée, le parti communiste du Gers proposait une conférence de presse. A laquelle participaient Eric Cadoré, secrétaire départemental du PCF Gers et Conseiller Régional, Marie Piqué, Conseillère Régionale, vice-présidente en charge de la solidarité et vice-présidente du PCF de la Région Occitanie, et Anne Moreuil, médecin généraliste et médecin scolaire. Il s'agissait pour ces derniers de rappeler les propositions du candidat à la présidence de la République, Fabien Roussel, et plus précisément comme le dit Marie Piqué « le candidat de la France des jours heureux ».



Anne Monreuil estime que « la santé scolaire est une catastrophe en raison de moins en moins de médecins et d'infirmières » mais aussi « depuis la Covid il y a encore plus de difficultés parce que les jeunes vont mal, beaucoup sont déscolarisés avec pour certains des troubles psychiatrique. C'est dramatique, la santé scolaire est moribonde ».

De son côté **Marie Piqué** estime que « le nombre de soignants baissera de 22% d'ici 2030 » et souligne « la grande disparité en Occitanie pour accéder aux soins à cela s'ajoute aussi les déplacements long et coûteux ». Moment choisi pour Marie Piqué pour indiquer que l'Occitanie « propose un plan de recrutement de 200 médecins » et de confirmer que « dans le plan de développement de l'hôpital ce seront 100 000 emplois qui seront créés dans tous les métiers, infirmiers, aides-soignants, auxiliaires de vie, aides à domicile alors que tous les contractuels seront titularisés, d'affirmer que dès 2022 sera créé sur trois ans 300 000 emplois en EHPAD et 100 aides à domicile [...], d'autre part les privatisations des hôpitaux publics seront arrêtées de même que tous les projets en cours de restructuration des établissements de santé ». Marie Piqué conclut : « Aujourd'hui on casse l'hôpital public. On a l'impression que l'ARS est sur une logique de rentabilité ».



Enfin **Eric Cadoré** assure que « ce qui frappe le plus le Gers c'est les déserts médicaux, il convient de développer les services publics au niveau des hôpitaux locaux afin de les rendre plus attractifs pour les jeunes médecins. Il y a urgence à travailler sur la réponse médicale »